



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 16 du 10 avril 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 14 avril 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	301
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	301
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	301
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	301
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} avril 2009 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées.....	301
Arrêté du 6 avril 2009 portant dissolution de la commission du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Meurthe-et-Moselle	301
Extrait de l'arrêté du 8 avril 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Laxou	302
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	302
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2009 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet porté par l'association Familles Rurales en Relais de Fontenoy-la-Joûte	302
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	303
Extrait de l'arrêté du 3 avril 2009 relatif à l'adhésion de la commune de Dommartin-lès-Toul au syndicat des transports de l'agglomération toulaise et à la modification des statuts dudit syndicat.....	303
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	303
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	303
Service santé et protection animales	303
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.027 du 6 avril 2009 relatif à l'organisation de la campagne de prophylaxie 2008-2009.....	303
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.047 du 31 mars 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Christophe GERMAIN, vétérinaire à Commercy.....	304
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.048 du 31 mars 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Tri TRAN CONG, vétérinaire à Commercy	304
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.049 du 3 avril 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Emilie SCHILL, vétérinaire à Montigny-lès-Metz	304
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.052 du 9 avril 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Raphaël JAQUET, vétérinaire à Longuyon	304
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	305
Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson – En date du 2 avril 2009 : Procuration sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Edouard GALLEGRO, Inspecteur	305
Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson – En date du 2 avril 2009 : Procuration sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Joël KLEIN, Contrôleur principal.....	305
Délégation de signature du 6 avril 2009	306
AUTRES SERVICES	308
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	308
Décision n° 016/09 du 1 ^{er} avril 2009 portant délégation de signature	308
RESEAU FERRE DE FRANCE	309
Extrait de la décision du conseil d'administration de Réseau ferré de France (116 ^{ème} séance) du 12 mars 2009 prononçant la fermeture à tout trafic d'une section de la ligne de Champigneulle à Houdemont.....	309
AVIS ET COMMUNICATIONS	309
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	309
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	309
Service aménagement, risques et urbanisme	309
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7504 du 6 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuvelotte.....	309
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10582 du 6 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul.....	309
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16172 du 6 avril 2009 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Pancré.....	310
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 23251 du 6 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fillières	310
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24363 du 6 avril 2009 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de Cons-la-Grandville	310

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté du 1^{er} avril 2009 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Sont autorisés à capturer et à marquer légèrement à des fins scientifiques et de sauvetage toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle à l'exception de *Rhinolophus mehelyi* et *Myotis dasycneme* :

- M. Christophe BOREL, 39 boulevard des Essarts - 54600 VILLERS-LES-NANCY
- Mme Julie CHARPENTIER, 3 rue de la Rosière - 54230 CHAVIGNY
- M. Yannick CHASSATTE, 16a, rue du général PATTON - 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- M. Matthieu GAILLARD, 12 rue Ch. Biquillon - 54700 NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON
- Mme Dorothee JOUAN, 39 boulevard des Essarts - 54600 VILLERS-LES-NANCY
- M. Jérôme PIQUET, 101, rue du Crosne - 54000 NANCY
- M. François SCHWAAB, 17, rue de Toul - 54385 AVRAINVILLE

Article 2 : Sont autorisés à prélever, transporter et utiliser des échantillons de sang et de salive sur toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle à l'exception de *Rhinolophus mehelyi* et *Myotis dasycneme* :

- M. Christophe BOREL, 39 boulevard des Essarts - 54600 VILLERS-LES-NANCY
- M. Yannick CHASSATTE, 16a, rue du général PATTON - 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Mme Dorothee JOUAN, 39 boulevard des Essarts - 54600 VILLERS-LES-NANCY

Article 3 : Sont autorisés à poser des émetteurs sur toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle à l'exception de *Rhinolophus mehelyi* et *Myotis dasycneme* :

- M. Christophe BOREL, 39 boulevard des Essarts - 54600 VILLERS-LES-NANCY
- Mme Dorothee JOUAN, 39 boulevard des Essarts - 54600 VILLERS-LES-NANCY

Article 4 : Les opérations de capture-relâcher auront uniquement comme but :

- le sauvetage d'individus ou de colonies en danger ;
- l'inventaire, le suivi de populations, l'étude écoéthologique, l'étude biométrique et l'étude parasitologique des populations de chiroptères de Lorraine.

Elles s'inscriront dans le cadre du plan de restauration national chiroptère.

Article 5 : Aucune capture ne devra être réalisée dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation.

Article 6 : Les animaux capturés soit manuellement, soit au filet, seront relâchés sur place. Les animaux trouvés morts devront être transmis au service diagnostic de la rage à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments à MALZEVILLE.

Article 7 : Les personnes citées aux articles 1^{er}, 2 et 3 transmettront un rapport de leurs activités à la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC). Celle-ci établira un rapport de synthèse au niveau régional et le transmettra aux Directions Régionales de l'Environnement de Lorraine et de Franche-Comté ainsi qu'au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité.

De plus, les données seront intégrées à la base de données nationales.

Article 8 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 9 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la CPEPESC et aux personnes désignées aux articles 1^{er}, 2 et 3, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée aux :

- ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, direction de l'eau et de la biodiversité,
- sous-préfets de Briey, Toul et Lunéville,
- directeur régional de l'environnement,
- directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- directeur territorial de l'office national des forêts de Lorraine,
- directeur départemental de la sécurité publique,
- colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
Bernard BREYTON

Arrêté du 6 avril 2009 portant dissolution de la commission du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

Vu le règlement n° 259.93 du Conseil des Communautés européennes du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;

Vu la directive n° 75.442 du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la directive n° 91.516 du 18 mars 1991, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2224.13, L 3211.1, L 3221.1 et suivants, L 5213.1, L 5213.15, L 5214.1, L 5214.16 à L 5214.22, L 5215, L 5216.1 et L 5216.16 ;

Vu le code de l'environnement (livre V) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (titre 1^{er}) et à l'élimination des déchets et à la récupération de matériaux (titre IV) ;

Vu le décret n° 96.1008 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 19 mai 1993 portant création de la commission du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés et des 10 juin 1993, 13 mars 1997, 10 septembre 2002 et 29 avril 2004 portant modification de cette commission ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales portant transfert de la compétence d'élaboration, de suivi et de révision des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés aux Conseils Généraux ;
Vu le décret n° 2005-1472 du 29 novembre 2005 modifiant le décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés et précisant, dans son article 5, que la commission consultative d'un plan transféré est créée et présidée par le président du conseil général ;
Vu le transfert de la compétence d'élaboration, de suivi et de révision du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Meurthe-et-Moselle au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;
Vu la délibération du 8 décembre 2008 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle prenant acte du transfert susvisé et demandant la dissolution de la commission du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Meurthe-et-Moselle actuellement sous présidence préfectorale ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 portant modification de la composition de la commission consultative prévue à l'article 5 du décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 modifié relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés est abrogé.

Article 2 : La commission départementale du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Meurthe-et-Moselle est dissoute.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée aux membres de la commission du plan ainsi qu'à :

- M. le Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

- Mme le Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

- M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

- Mme la Présidente de l'Association des Maires de Meurthe-et-Moselle,

- MM les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL.

Nancy, le 6 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 8 avril 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville de LAXOU un groupe de travail, présidé par le maire de la commune ou son adjoint, et ainsi composé :

1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE**a) Représentants des services de l'Etat :**

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant,

- M. le directeur régional de l'environnement, ou son représentant,

- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ou son représentant,

- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux – Commune de LAXOU :

- M. Gilbert ANTOINE,

- M. Azize GHISLAT.

c) Elu de la Communauté urbaine du grand NANCY, compétent en la matière :

- M. Michel CANDAT.

2 – MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE**Représentants des entreprises de publicité :**

- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL, région Grand Est, ZI – rue Gay Lussac - 67201 STRASBOURG,

- M. le directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT BP 123 - 54184 HEILLECOURT cedex, ou son représentant,

- M. le directeur de la société CBS OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, ou son représentant,

- M. Laurent THIVEL de la société PUBLIMAT, 32 rue d'Essey-lès-Nancy - 54113 SAINT MAX cedex, ou son représentant.

- M. Anthony ROHMER de la société MEDIAMO Expressions, 11 route de Damas - BP 46 - 88132 CHARMES CEDEX.

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3^o : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de LAXOU sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2009 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet porté par l'association Familles Rurales en Relais de Fontenoy-la-Joûte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet de RSP présenté par l'association Familles Rurales en Relais de Fontenoy-la-Joûte correspond au cahier des charges tel qu'il est défini dans la circulaire du 2 août 2006 ;

Considérant que dans ces conditions le label RSP peut être octroyé au projet porté par l'association Familles Rurales en Relais de Fontenoy-la-Joûte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Le label de Relais Services Publics (RSP) est attribué, pour une durée d'un an, au projet situé à Fontenoy-la-Joûte, porté par l'association Familles Rurales en Relais de Fontenoy-la-Joûte.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 avril 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Extrait de l'arrêté du 3 avril 2009 relatif à l'adhésion de la commune de Dommartin-lès-Toul au syndicat des transports de l'agglomération toulaise et à la modification des statuts dudit syndicat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée définie par l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La commune de Dommartin-lès-Toul est autorisée à adhérer au syndicat des transports de l'agglomération toulaise.

Article 2 : L'article V des statuts est modifié comme suit : les communes sont représentées au sein du comité syndical

Chaudeney-sur-Moselle	2 délégués titulaires
Dommartin-lès-Toul	3 délégués titulaires
Ecrouves	4 délégués titulaires
Toul	6 délégués titulaires

Article 3 : Le sous-préfet de Toul, la présidente du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 3 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES***Service santé et protection animales***Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.027 du 6 avril 2009 relatif à l'organisation de la campagne de prophylaxie 2008-2009**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le présent arrêté fixe pour la campagne 2008-2009 les actes individuels et les tests à réaliser au titre de la prophylaxie collective obligatoire des maladies des ruminants.

Article 2 - Les opérations, autres que les injections de vaccins contre la FCO, décrites dans le présent arrêté doivent être achevées le 31/03/2009 pour les bovins, et le 30/09/2009 pour les ovins et caprins. La vaccination contre la FCO doit être achevée au 30 avril pour les bovins et au 30 juin 2009 pour les ovins et caprins. Ces opérations sont facturées au tarif fixé par les conventions passées entre les représentants des vétérinaires sanitaires et les représentants des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux.

Article 3 - Dans les cheptels bovins, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) les femelles de plus de 24 mois des ateliers non contrôlés sur le lait de grand mélange ;

Article 4 - Les prélèvements de sang réalisés sur les bovins pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine doivent faire l'objet d'une recherche de la brucellose et de la leucose bovine enzootique s'ils sont repérés comme tels sur le document d'accompagnement des prélèvements adressé au vétérinaire sanitaire de l'exploitation.

Article 5 - Dans les cheptels bovins ayant été atteints par la tuberculose bovine au cours des 10 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie.

Dans les cheptels bovins ayant été liés épidémiologiquement avec un troupeau atteint par la tuberculose bovine au cours des 3 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie.

Article 6 - Tous les caprins de plus de 6 mois à vocation laitière doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose.

Article 7 - Dans les cheptels ovins des communes dont la liste est annexée au présent arrêté, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose :

- 25 % des femelles en âge de reproduire, avec un minimum de 50 ;
- tous les mâles non castrés de plus de six mois ;
- tous les animaux introduits dans la troupe depuis le dernier contrôle du cheptel.

Article 8 - L'éleveur ou son représentant doit prêter son concours à la réalisation des opérations de prophylaxie de façon qu'elles se déroulent dans un délai normal. Il doit notamment assurer la contention de ses animaux.

Article 9- Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Malzéville, le 6 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Jean-Yves CHOLLET

Annexe de l'article 7 : Liste des communes

Agincourt, Autrey, Barbonville, Bezange-la-Grande, Bienville-la-Petite, Boismont, Boucq, Brainville, Briey, Buriville, Charency-Vezin, Chenevières, Diarville, Dommarie-Eulmont, Dommartin-lès-Toul, Ecrouves, Euvezin, Erbeville-sur-Amezule, Flainval, Francheville, Fresnois-la-Montagne, Gerbécourt-et-Haplemont, Gondreville, Grippont, Halloville, Hatrize, Igney, Jaulny, Labry, La Chapelle, Lagny, Laix, Laloeuf, Lamath, Landecourt, Lanfroicourt, Laronxe, Laxou, Leintrey, Lemainville, Lemenil-Mitry, Lenoncourt, Létrécourt, Lexy, Leyr, Limey, Lubey, Magnières, Maidières, Mailly-sur-Seille, Mairy-Mainville, Maizières, Mamey, Mance, Mancieulles, Mangonville, Maron, Martincourt, Mattexey, Maxéville, Mehoncourt, Ménil-la-Tour, Méréville, Messein, Mexy, Migneville, Millery, Minorville, Moineville, Moncel-sur-Seille, Montauville, Montigny, Montigny, Mont-l'Etoile, Mont-le-Vignoble, Montreux, Mont-Saint-Martin, Mont-sur-Meurthe, Morfontaine, Moriviller, Morville-sur-Seille, Mouacourt, Mouville, Mousson, Moutiers, Moyen, Murville, Nancy, Neufmaisons, Remenoville, Rogéville, Royaumeix, Saint-Germain, Saint-Julien-lès-Gorze, Serronville, Thélod, Vandeville, Vaudemont, Ville-au-Montois, Ville-au-Val, Villers-en-Haye

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.047 du 31 mars 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Christophe GERMAIN, vétérinaire à Commercy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Christophe GERMAIN,
Docteur Vétérinaire
Chemin des Verpillers
55200 COMMERCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 31 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.048 du 31 mars 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Tri TRAN CONG, vétérinaire à Commercy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Tri TRAN CONG,
Docteur Vétérinaire
Chemin des Verpillers
55200 COMMERCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 31 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.049 du 3 avril 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Emilie SCHILL, vétérinaire à Montigny-lès-Metz

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Emilie SCHILL,
Docteur Vétérinaire
Résidence Saint-Victor
204, rue de Pont A Mousson
57950 MONTIGNY LES METZ

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 3 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.052 du 9 avril 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Raphaël JAQUET, vétérinaire à Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Raphaël JAQUET,
Docteur Vétérinaire
Rue Ardant du Picq
54260 LONGUYON

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 9 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Emmanuelle PORTEMER

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson – En date du 2 avril 2009 : Procuration sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Edouard GALLEGRO, Inspecteur

Le soussigné Michel RIBAGNAC, Comptable, gérant intérimaire du SIP de Pont-à-Mousson déclare constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Edouard GALLEGRO, Inspecteur, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le Service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à Monsieur GALLEGRO tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Edouard GALLEGRO
Inspecteur

Signature du mandant
Michel RIBAGNAC
Comptable, gérant intérimaire

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Edouard GALLEGRO, Inspecteur pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Edouard GALLEGRO
Inspecteur

Signature du délégant
Michel RIBAGNAC
Gérant intérimaire

Pont-à-Mousson, le 2 avril 2009

Centre des finances publiques de Pont-à-Mousson – En date du 2 avril 2009 : Procuration sous seing privé et délégation de signature à Monsieur Joël KLEIN, Contrôleur principal

Le soussigné Michel RIBAGNAC, Comptable, gérant intérimaire du SIP de Pont-à-Mousson déclare constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Joël KLEIN, Contrôleur principal, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le Service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson, entendant ainsi transmettre à Monsieur KLEIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Joël KLEIN
Contrôleur principal

Signature du mandant
Michel RIBAGNAC
Comptable, gérant intérimaire

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Joël KLEIN, Contrôleur principal pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Joël KLEIN
Contrôleur principal

Signature du délégant
Michel RIBAGNAC
Gérant intérimaire

Pont-à-Mousson, le 2 avril 2009

Délégation de signature du 6 avril 2009

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 1^{er} avril 2009, les personnes suivantes :

I – Délégations générales

M. Jean Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Jean Marie ZIMMERMANN, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

- M. Marc DERHAN, Trésorier principal, fondé de pouvoir assistant
- M. Hervé FRIDRICK, Inspecteur principal auditeur
- M. Eric PIQUE, Inspecteur principal auditeur
- M. Cyril COCHARD, Inspecteur principal auditeur
- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier principal
- Mme Anne-Marie FLAMANT, Receveur Percepteur,
- Mme Françoise TONIN, Receveur Percepteur, Chef de division
- M. Michel ROUSSEAU, Receveur Percepteur, Chef de division
- Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de division
- M. Jean-Pierre BEAUX, Receveur Percepteur, Contrôleur de Gestion

II – Délégations spéciales

Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
- M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
- Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
- M. Bernard LAROSE, Contrôleur, Service Comptabilité
- M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

- Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

- Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
- M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

- M. Michel ROUSSEAU, Receveur – Percepteur, Chef de division
- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Cellule immobilière SIP (Services Impôts des Particuliers)

Procuration spéciale est donnée à :

- M. Laurent RIGOULEAU, Inspecteur du Trésor public, pour :

* Engager en mon nom et à hauteur de 10 000€ (jusqu'à la fin de l'année 2008) les commandes relatives à la création des SIP.

* Signer les bons de livraison et réceptionner les commandes ou colis relatifs à la création des SIP.

* Apposer la mention «service fait » sur les factures concernant les commandes relatives à la création des SIP.

Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- M. Gilles FLUCK, Inspecteur, chef du service Budget logistique
- Melle France BERNIZ, Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers
- M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense
- Mme Dominique CRABOUILLET, Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication
- Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines
- Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
- Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL
- M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage
- Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage
- M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique
- Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques
- Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes
- Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat
- M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle
- M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
- M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité
- M. Laurent RIGOULEAU, Inspecteur chargé des Affaires Economiques

Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :

- M. Thierry LUSQUE, Inspecteur
- Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur Principal
- Mme Agnès PREBAY, Contrôleur
- M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :

- M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal
- Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal
- Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal
- Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

- Mme Claire BERTRAND, Chef du service
- Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :

- Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division
- M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
- Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :

- Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public

- M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur Principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :

- Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal
- Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant à :

- Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs :

- Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal
- Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal
- Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

- Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal
- Mme Aline CHEF, Adjoint technique du Trésor public
- M. Jean OILLET, Agent d'administration

Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

- M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service
- Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
- Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

- Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
- Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

- M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal
- Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal
- Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

- M. Bertrand FLOC'H, Contrôleur

Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

- Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur principal
- Mme Martine FROST, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

- M. Bernard LAROSE, Contrôleur

Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

- M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

- Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal
- M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal

Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

- Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur
- M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
- Melle Evelynne CANTENER, Contrôleur
- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur

Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

- Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
- Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service France Domaine

Arrêté portant délégation de signature

Le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur Georges ROUSSE, Inspecteur du Trésor Public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R.158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux et régionaux.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er} - M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Art. 1^{er} - Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 5 décembre 2008.

Nancy, le 6 avril 2009

Le trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle,
Christian BRUNET

AUTRES SERVICES

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

Décision n° 016/09 du 1^{er} avril 2009 portant délégation de signature

Le directeur

VU l'article L 6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 24 avril 2009 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant Monsieur Bernard HURSON dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Article 1^{er} - La décision n° 010/09 du 16 février 2009 est annulée.

Article 2 - Délégation

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :

- Les marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000 € HT, tous bons de commandes, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;

- En cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Madame Laure VUKASSE, Attaché d'Administration Hospitalière à la Direction des Services Economiques, à effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.

c) En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laure VUKASSE, sa délégation est donnée à Mademoiselle Stéphanie KRIGUER, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.

d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur en chef, à l'effet de signer :

- les ordres de service, certificats, attestations, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux et à l'activité des services techniques ;

- en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.

e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courants, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.

f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

Article 3 - Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

Article 4 - En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

Article 5 - Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 6 - Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 7 - Délégation permanente est donnée à Madame Laure VUKASSE, Attaché d'Administration Hospitalière à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 8 - Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Article 9 - La présente délégation prend effet le 1^{er} avril 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 1^{er} avril 2009

Le directeur,
Gilles BAROU

RESEAU FERRE DE FRANCE

Extrait de la décision du conseil d'administration de Réseau ferré de France (116^{ème} séance) du 12 mars 2009 prononçant la fermeture à tout trafic d'une section de la ligne de Champigneulle à Houdemont

Le conseil d'administration de Réseau ferré de France

DECIDE

Article 1^{er} : La section entre Maxéville et l'ancienne gare de Nancy-Saint-Georges comprise entre les PK 348,650 et 352,435 de la ligne de Champigneulle à Houdemont est fermée à tout trafic.

Article 2 : La présente décision, immédiatement exécutoire, sera affichée en mairies de Maxéville, Malzéville, Nancy et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Paris, le 12 mars 2009

Le président du conseil d'administration,
Hubert du MESNIL

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7504 du 6 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuvelotte

Par arrêté préfectoral n° 7504 en date du 6 avril 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau BT alimentation Orange lieu-dit « les Sablons », sur la commune de Laneuvelotte.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10582 du 6 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul

Par arrêté préfectoral n° 10582 en date du 6 avril 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de TR rnt Embanien-Ney-Cora Jaurès départs Valcourt-Dommartin et Mohin, sur la commune de Toul.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 16172 du 6 avril 2009 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Pancré

Par arrêté préfectoral n° 16172 en date du 6 avril 2009, EFFIM, 22 rue de la Libération - 88460 Docelles, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement d'un poste de transformation HTA/BT et renforcement réseau électrique rue Principale, sur la commune de Saint-Pancré.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 23251 du 6 avril 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Fillières

Par arrêté préfectoral n° 23251 en date du 6 avril 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement site éolien sur la commune de Fillières.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24363 du 6 avril 2009 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de Cons-la-Grandville

Par arrêté préfectoral n° 24363 en date du 6 avril 2009, AIR, ZA de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 Nilvange, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du passage TV à TJ LORCA silo céréales lieu-dit Prés des Mélissiers/au Courty, sur la commune de Cons-la-Grandville.

